

Autres interventions liées au numérique (catégorie IV)

Tagline	Titre de l'affaire	De quoi s'agit-il?	Statut	Positionnement digitalswitzerland
Ne pas utiliser les crypto-monnaies à des fins criminelles	<u>21.4068 Mo. Nordmann.</u> Cyberpiraterie au détriment des entreprises et des collectivités publiques. Interrompre le circuit financier des rançons via les cryptomonnaies	La motion demande que le ou les ayants droit économiques des fournisseurs de cryptomonnaies soient obligatoirement identifiés, afin que le négoce de cryptomonnaies puisse être interdit chez les fournisseurs où cette identification n'est pas garantie. En outre, les autres établissements financiers ne doivent pas non plus être autorisés à effectuer des opérations sur crypto-monnaies si l'identification de l'ayant droit économique n'est pas garantie.	Pas encore traité au Conseil, recommandation de rejet	digitalswitzerland soutient en principe les affaires politiques pour une économie et une société plus fiables et plus numériques, mais se rallie dans ce cas à la décision du Conseil fédéral.
La protection des infrastructures critiques et le libre marché doivent être compatibles	<u>22.3414 Mo. Groupe S.</u> Protection des infrastructures critiques de la Suisse contre l'influence d'autres États	Le Conseil fédéral doit créer des bases légales qui protègent l'infrastructure critique des TIC contre l'influence d'autres Etats. Il doit être possible d'interdire l'utilisation de composants TIC si le fournisseur est contrôlé directement ou indirectement par le gouvernement d'un autre Etat - cela vaut en particulier pour les gouvernements autocratiques.	Pas encore traité au Conseil, recommandation de rejet	digitalswitzerland s'engage pour un marché ouvert des technologies et des services dans le domaine des TIC et se réfère à la prise de position du Conseil fédéral sur cet objet.
Coordination nationale contre la cyberfraude	<u>22.3457 Po. Müller-Altermatt.</u> Couper l'accès aux sites Internet frauduleux. Coordination nationale en matière de fraude sur Internet	Le postulat demande une évaluation de la possibilité de présenter à l'Assemblée fédérale une ordonnance réglant la manière dont les sites web frauduleux peuvent être fermés par les forces de police dès qu'ils ont été reconnus comme tels par les autorités après avoir été signalés par la population ou par des entreprises.	Pas encore traité au Conseil, recommandation de rejet	Les efforts de coordination nationale en matière de cybercriminalité doivent en principe être salués, afin d'obtenir une meilleure image de la situation des menaces et de pouvoir développer de meilleurs instruments pour les combattre.
Une poussée de numérisation pour le tourisme	<u>21.3540 Mo. Paganini.</u> Stimuler le développement durable et la numérisation du	La loi fédérale encourageant l'innovation, la coopération et le développement du savoir dans le domaine du tourisme doit créer la possibilité de mettre à disposition	Pas encore traité au Conseil,	Les projets numériques à long terme sont les garants de l'évolution de la Suisse vers une nation numérique de référence.

	tourisme dans le cadre d'Innotour	des financements à long terme pour des projets de numérisation.	recommandation de rejet	
La Suisse ne peut pas se contenter d'être un simple spectateur de la politique numérique européenne.	<u>21.3676 Mo. Bellaïche.</u> Pour une participation de la Suisse à la réglementation européenne du numérique	La motion demande que le Conseil fédéral s'engage activement en tant que partenaire commercial et prenne position afin de défendre les intérêts de la Suisse dans la politique numérique européenne (en particulier dans le Digital Markets Act et le Digital Services Act).	Pas encore traité au Conseil, recommandation de rejet	La Suisse doit, dans la mesure de ses possibilités, faire valoir son influence sur des réglementations aussi importantes et novatrices.
Economie de plateforme et droit du travail : entre lois rigides et laissez-faire, il y a une solution	<u>21.3772 Mo. Meyer Mattea.</u> La loi sur le travail s'applique aussi aux prestataires de l'économie de plateformes	Le Conseil fédéral est chargé de veiller à ce que les fournisseurs de plateformes respectent le droit du travail en vigueur. Les offices cantonaux du travail doivent garantir et contrôler le respect du droit du travail.	Pas encore traité au Conseil, recommandation de rejet	digitalswitzerland soutient en principe les affaires politiques pour une économie et une société plus numériques, et se rallie dans ce cas à la décision du Conseil fédéral.
Soutenir l'épine dorsale de l'économie suisse dans sa numérisation.	<u>21.3937 Mo. Michaud Gigon.</u> Programme de cautionnement pour PME suisses pour des investissements dans les technologies respectueuses du climat et la numérisation	Des crédits sans intérêt ou à faible taux d'intérêt doivent pouvoir être accordés aux PME qui souhaitent investir dans la numérisation et/ou les technologies respectueuses du climat. Pour ce faire, le Conseil fédéral doit mettre en place un programme de cautionnement.	Pas encore traité au Conseil, recommandation de rejet	Comme pour la motion Paganini (voir ci-dessus), les projets numériques à long terme via les PME sont ici aussi les garants de l'évolution de la Suisse vers une nation numérique de premier plan.
Collecte de données sur les jeux vidéo - il faut plus d'informations	<u>21.3816 Po. Fehlmann Rielle.</u> Collecte de données en lien avec les jeux vidéo. Une fatalité?	Le postulat demande au Conseil fédéral d'examiner la possibilité d'interdire la collecte de données pour les jeux vidéo achetés. Cette question doit être examinée en particulier pour les jeux destinés aux enfants.	Pas encore traité au Conseil, recommandation de rejet	digitalswitzerland soutient en principe les affaires politiques pour une meilleure base de discussion, respecte dans ce cas la décision du Conseil fédéral de ne pas les établir.
Publicité de surveillance - impact sur les utilisateurs	<u>21.4498 Po. Fivaz Fabien.</u> Publicité de surveillance. Interdire la publicité basée sur la collecte de données et le profilage	Le Conseil fédéral doit examiner l'impact de la publicité personnalisée sur le comportement de l'utilisateur et, le cas échéant, faire des propositions pour renforcer la réglementation ou l'interdire.	Pas encore traité au Conseil, recommandation de rejet	digitalswitzerland soutient en principe les affaires politiques pour une meilleure base de discussion, respecte dans ce cas la décision du Conseil fédéral de ne pas les établir.